



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## Pessac

21 janvier 2010

**Bulletin du Comité NPA de Pessac  
et des élus municipaux anticapitalistes et solidaires**

Contact : npa.pessac@yahoo.fr - Sites : <http://pessac.npa33.org> - <http://www.npa2009.org>

# 2010, bonne année de luttes !

"L'année qui s'achève a été difficile pour tous." C'est par ce mensonge, incroyable de cynisme, que Sarkozy a introduit ses vœux pour 2010, le soir du 31 décembre. Au même moment, on sablait le champagne à la Bourse de Paris où le CAC 40 a gagné plus de 22 % en un an, un record depuis 2005. Les actions du secteur qui a le plus licencié et mis au chômage partiel ses salariés, celui de l'automobile, équipementiers compris, affichent un bond annuel de 75 %, avec en particulier, pour Renault et Peugeot, une hausse de 95 %. Quant aux banques qui ont bénéficié à plein des largesses de l'État au plus fort de la crise, elles engrangent une hausse de 70 % sur un an.

Autant dire que la sollicitude de Sarkozy pour, selon ses mots, « ceux qui ont perdu leur emploi » n'est pas seulement hypocrite, c'est une véritable provocation. En effet, toute son action et celle de son gouvernement ont été consacrées à permettre aux responsables de la crise de continuer à faire d'insolents bénéficiaires en licenciant des centaines de milliers de travailleurs et en réduisant le salaire, par le chômage partiel, de centaines de milliers d'autres.

Une politique qui, loin d'« éviter le pire », comme s'en est vanté Sarkozy, n'a fait que préparer une nouvelle aggravation de la crise !

Mensonges et autosatisfaction ! Feignant d'ignorer la chute de sa cote de popularité ainsi que les revers subis par son gouvernement au cours de ces dernières semaines, comme, en particulier, le rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe carbone qui aurait dû entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, Sarkozy s'est félicité sans la moindre retenue des réformes « accomplies ». Il a prétendu sans rire que « des problèmes qui paraissaient insolubles, comme les bonus extravagants ou les paradis fiscaux, [étaient] en voie d'être résolus » et que le sommet de Copenhague, un échec de l'aveu de tout le monde, était un succès.

Il a égrené les atteintes aux droits démocratiques et sociaux qu'il a réussi à imposer dans tous les domaines (suppression de la taxe professionnelle, réforme du lycée, autonomie des universités, RSA, casse du système hospitalier, réforme de la justice...) comme autant de succès. Mais s'il a évité d'en citer les bénéficiaires, le Medef, tout en rendant hommage au « grand sens des responsabilités » des « partenaires sociaux », dont font partie les directions des confédérations syndicales, il a, en revanche, attaqué à mots couverts ceux qui s'opposent à cette régression sociale et qui représenteraient, selon lui, « l'immobilisme ».

Attaques contre les retraites, réforme territoriale, coupes claires dans les dépenses de l'État utiles à la population sont au menu de son année 2010. Voilà pourquoi Sarkozy veut une « France rassemblée », voilà pourquoi il a longuement insisté sur son souhait de nous voir « rester unis », adressant ses vœux, en particulier, « à nos soldats, séparés de leur famille qui risquent leur vie pour défendre nos valeurs et garantir notre sécurité ». Façon hypocrite de justifier la sale guerre de la France en Afghanistan !

Eh bien, ce sera sans nous et sans des millions d'autres, travailleurs, jeunes, chômeurs, toutes celles et ceux qui – et c'est ce que nous souhaitons pour l'année 2010 – vont reprendre confiance dans leur force collective et affirmer avec force les droits du plus grand nombre contre l'arrogance insolente des classes privilégiées et de leurs mandataires !



## Contre le « service civil » à Pessac

Le dernier conseil municipal de Pessac a voté la mise en place du « service civil volontaire » sur la ville. Créé par Chirac, ce dispositif prétend « offrir une opportunité aux jeunes de 16 à 25 ans d'accomplir une mission d'intérêt général en leur proposant de s'investir dans une association, une collectivité ou un établissement public agréé, quels que soient leurs niveaux d'études ». Sarkozy vient de faire voter son extension, approuvée comme un seul homme

par les sénateurs (seuls ceux du PCF ont voté contre).

Nous avons dénoncé l'appui de la mairie à une telle politique. Cela au moment même où la jeunesse est touchée de plein fouet par les conséquences de la crise. Le récent rapport sur les « Zones urbaines sensibles » donne des chiffres accablants : plus de 44 % des jeunes de ces quartiers vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Seul un véritable emploi avec un salaire décent peut donner toute leur place aux jeunes dans la vie sociale, et non du quasi bénévolat pour « mener des projets de service à la collectivité » pendant 6 à 9 mois pour 600 euros à temps plein.

Alors que l'Etat se désengage de tous les services publics, qu'il manque du personnel partout, dans les hôpitaux, à la Poste, dans les collectivités locales, dans les écoles, dans les services sociaux... on voudrait nous présenter cela comme une démarche progressiste et citoyenne ? Les élus NPA ont voté contre, ceux du PCF se sont abstenus.

## À propos de la mise à disposition de locaux municipaux pour un centre culturel musulman et un lieu de prières

Le dernier conseil municipal a voté pour la mise à disposition de locaux (dans la zone d'activité des Echoppes en attendant un autre lieu) pour un centre culturel musulman et lieu de prières. Voici des extraits de notre intervention expliquant pourquoi nous sommes abstenus. Les autres élus ont tous voté pour.

« Cette prise de décision, qui devrait être simple, ne l'est pas au vu du contexte général et des liens qui sont entretenus par l'Etat avec les religions. [...] Le gouvernement est fort peu neutre vis-à-vis des religions. Sarkozy n'a-t-il pas déclaré « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur » ? Cela plante le décor !

« Nous voulons redire notre attachement aux principes de la laïcité. Nous respectons les choix, les convictions de chacun, qu'elles soient religieuses ou athées. Mais la pratique religieuse est une affaire privée qui doit trouver elle-même les moyens de son financement.

« De ce point de vue la façon dont est traitée l'Eglise catholique pose quelque problème, elle qui bénéficie depuis bien longtemps de locaux en plein centre ville, équipés et rénovés avec les fonds publics... sans parler des subventions à l'école et au lycée privés catholiques [...] C'est donc parce qu'il y a deux poids deux mesures que là nous ne nous opposons pas à la mise à disposition de locaux pour un lieu de prière musulman : nous nous abstenons.

« Et nous voulons profiter de ce débat pour réagir à la politique du gouvernement qui, en même temps qu'il se fait le défenseur des religions, parce qu'il espère s'en servir pour encadrer les populations, mène une agitation réactionnaire avec le débat sur l'identité nationale surfant sur les préjugés les plus grossiers (pour ne faire référence qu'aux récents propos de Mme Morano sur la casquette à l'envers des jeunes musulmans) ; un gouverne-

(Suite page 3)



# Échos du conseil municipal du 17 décembre 2009

(Suite de la page 2)

ment qui organise la chasse au faciès dans les cités, multiplie les discriminations pour mieux diviser les pauvres ; affrète des charters pour renvoyer vers la guerre et la mort des réfugiés afghans qui cherchaient à fuir une guerre menée par les armées occidentales, dont l'armée française.

« Alors oui, il faut créer des relations égalitaires et respectueuses entre tous, échanger entre cultures (et nous devons beaucoup à la culture arabe), lutter contre toutes les discriminations, exiger les mêmes droits démocratiques pour toutes tous, athées, musulmans, juifs, catholiques, ou croyants d'autres religions, mais aussi les mêmes droits démocratiques quelles que soient les origines sociales, nationales, qu'on soit femmes, jeunes ou autre et quelle que soit la façon dont on porte ou pas la casquette !

C'est une lutte quotidienne contre l'intolérance, contre le mépris social et pour le droit de tous à profiter de la même manière des richesses de la société ».

*Isabelle Ufferte, Alexandre Hourticq*



## Inquiétudes dans les lycées professionnels

Cette année scolaire est celle de la généralisation des bacs pro en 3 ans au lieu de 4 ans auparavant. Arguments alléchants pour les jeunes et leurs familles, mais dans la réalité, les inquiétudes grandissent de jour en jour, tant pour les lycéens que pour les enseignants.

Comment apprendre en 3 ans ce qu'on faisait en 4 ans sans que le niveau de qualification à la sortie soit sensiblement inférieur ? Surtout que le nombre d'heures dans certaines matières s'est considérablement effondré, n'offrant plus la possibilité de dédoublements de classes propices à un climat d'apprentissage efficace. Les classes sont de plus en plus surchargées, avec des effectifs pouvant aller jusqu'à plus de 30 élèves par classe ! Une des conséquences de la suppression de 13 500 postes d'enseignants cette année, 40 000 en 3 ans, et ses répercussions sur les conditions de travail et d'enseignement...

De plus, les capacités d'accueil en lycées pro ont décliné, laissant à la rentrée de nombreux élèves de l'acadé-

mie de Bordeaux sur le carreau ou alors obligés, in extremis, de combler des sections non désirées.

La réforme des bacs pro 3 ans s'accompagne non seulement d'une réduction des horaires mais en plus ils fluctuent en fonction des lycées ! Exemple : dans tel établissement, les élèves ont une heure d'Histoire-Géographie et trois heures de français, et dans un autre, c'est deux heures de chaque...

Quant à la Certification du BEP ou au Baccalauréat Professionnel, ce ne sont plus des examens nationaux : ils sont passés en quasi-totalité en Contrôle en Cours de Formation (C.C.F) que les profs sont chargés de faire passer au cours de l'année en plus du reste de leur travail. En quoi existe-t-il encore une Education Nationale, un système éducatif où les élèves auraient les mêmes chances de réussite avec les mêmes horaires d'enseignement et un même examen national ?

C'est ce mépris pour l'enseignement professionnel, (et pour l'enseignement en général si on recoupe avec ce qui se passe par exemple au niveau de la formation des enseignants qui dépendra uniquement des universités et sera coupée du terrain) que les enseignants et les jeunes subissent au quotidien. Une réforme dont on paye déjà les pots cassés, qui méprise les jeunes, n'obéit qu'aux logiques comptables et diminue les heures d'enseignement des matières du « socle commun » nécessaires à la formation de professionnels-citoyens !

*P. et C., enseignantes en lycées pro*



# **Elections Régionales : Tout changer, rien lâcher !**

## **des candidats pour faire entendre les exigences de la population et aider à l'unité du monde du travail**

---

Les élections régionales des 14 et 21 mars prochain vont être l'occasion de faire entendre la contestation de tous ceux qui ne veulent pas payer la crise au moment même où le gouvernement et le patronat redoublent leur offensive.

Les prétendus plans de « relance » du gouvernement comme de la Région, n'ont comme objectif que la relance des affaires des entreprises, en clair des profits... Dans le même temps le patronat, les financiers, aidés par le gouvernement, s'en prennent aux salaires, à l'emploi, aggravant ainsi les contradictions économiques qui sont à l'origine de la crise et plongeant chaque jour de nouvelles familles dans la gêne, voire le drame.

La soif de dividendes d'une petite poignée de parasites met en même temps la planète entière en péril, la plongeant dans une crise écologique sans précédent.

Pour la droite, l'enjeu de ces élections est de faire légitimer son offensive pour mieux l'amplifier, en particulier sur la question des retraites (et Sarkozy vient de recevoir sur ce point le soutien de Martine Aubry qui s'est prononcée pour le recul de l'âge de la retraite !).

Quant au Parti Socialiste, l'enjeu est pour lui de garder le pouvoir dans les 20 régions qu'il dirige (sur 22), allié aux Verts et au PCF dans un grand nombre d'entre elles. Pour cela, il voudrait nous faire croire que la politique libérale qu'il mène dans les régions, pleine de largesses vis-à-vis du patronat et du secteur privé, irait dans le sens des intérêts de la population et des salariés... Comme si les millions d'euros distribués par la Région sous forme de financements, de subventions, de mises à disposition... se retrouvaient dans les emplois et les salaires et non dans les profits et les dividendes versés aux actionnaires. C'est la même politique qu'au niveau de l'Etat, une politique libérale, soumise aux intérêts des groupes industriels et financiers.

Et il n'y aurait pas moyen de faire autrement ?

Et bien pour le NPA, ces élections sont l'occasion d'affirmer qu'une autre politique est possible. Une politique qui mette les budgets publics au service de la population, des salariés, des chômeurs. Une politique qui ait comme priorité de développer les services publics et de les rendre accessibles à tous.

Bien sûr, les conseils régionaux n'ont pas le pouvoir de contrecarrer les politiques décidées par les multinationales et le gouvernement. Mais ils pourraient être le

lieu de contre-pouvoirs ou au moins devenir, pour les partis qui ne se plient pas à la politique libérale, un cadre de lutte politique pour la défense des intérêts des classes populaires, un point d'appui pour les mobilisations.

En nous présentant à ces élections, nous voulons faire entendre le refus de la population de payer la crise et relayer les exigences et les droits économiques et démocratiques du plus grand nombre.

Et elles seront l'occasion de se donner des porte-parole qui s'engagent, en toute indépendance, à porter ces exigences jusque dans les conseils régionaux, pour contribuer à changer le rapport de forces !

Cette campagne a besoin de vous, elle a besoin des forces et de l'enthousiasme de tous. Menons-la ensemble !

---

Nous avons, depuis plusieurs mois en Aquitaine, engagé des discussions avec les partis du Front de Gauche (PCF, PG, GU) pour envisager une liste commune aux régionales. Nous pensions que cela pouvait contribuer à renforcer la confiance, les capacités de résistance de la population. Cela n'a pas été possible.

Nous sommes convaincus que c'est l'action collective qui peut bouleverser les rapports de force et que le rôle d'élus anticapitalistes est de porter les aspirations et les revendications dans les conseils régionaux comme municipaux. Il s'agit bien sûr d'y approuver tout ce qui va dans le bon sens, mais aussi de garder toute son indépendance pour pouvoir combattre tout le reste. Le PCF et ses alliés veulent participer à des majorités à gauche... et risquent fort de se trouver une nouvelle fois piégés par le PS dans des majorités de gestion.

Il y a pour nous incompatibilité entre ceux qui subventionnent les lycées privées, les entreprises qui licencient, et ceux qui veulent mobiliser les fonds publics dans l'intérêt des salariés et de la population, entre ceux qui veulent gérer le système et ceux qui veulent rompre avec lui...

Mais si des listes communes n'ont pas été possibles, les discussions entre militants des différents partis sont nécessaires et elle se poursuivront à travers la campagne, comme à travers les luttes et les mobilisations.